

Débaptiser la place Robespierre à Marseille ? Actuel

Lundi 12 Mai 2014

Lettre ouverte à Guy Tessier, président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole

Comme le relate le journal La Marseillaise dans son édition du 5 mai 2014, Guy Tessier, maire UMP et président de la Communauté urbaine Marseille Provence Métropole, entend faire aboutir le projet de débaptiser la place Robespierre dans le 9e arrondissement de Marseille. Nous avons décidé de rédiger une lettre ouverte pour expliquer notre opposition à ce projet.

Monsieur le maire,

Nous avons appris par la presse que vous envisagiez de débaptiser la Place Robespierre dans le 9e arrondissement de Marseille. Nous entendons réagir à cette nouvelle en vous faisant part de notre désapprobation et de notre volonté de faire largement savoir auprès de l'opinion les raisons de notre opposition à ce projet.

Débaptiser l'un des rares noms de lieu dédiés à la mémoire de Robespierre dans les grandes villes françaises serait, à notre sens, un signal politique et mémoriel antirépublicain. Quoiqu'on puisse penser de l'action politique de Robespierre (et les interprétations divergentes sont nombreuses, comme nous avons montré dans notre ouvrage (1)), il n'en reste pas moins qu'il a été l'inventeur de la devise "Liberté Égalité Fraternité" qui figure au fronton des édifices publics, qu'il a été (avec bien d'autres évidemment) un combattant infatigable de la démocratie, qu'il a défendu la citoyenneté des pauvres, des juifs, des "hommes de couleur" (comme on disait alors) dans les colonies et qu'il n'a cessé d'être la cible des attaques des royalistes, des anti-républicains et des réactionnaires de toutes sortes depuis deux siècles. Les accusations de "dictature" ou de responsabilité personnelle dans ce que l'on a appelé après sa mort la "Terreur" ont été — depuis fort longtemps — ruinées par la critique historique. Robespierre n'a jamais été le dictateur sanglant et paranoïaque de l'imagerie contre-révolutionnaire, il a été, en revanche, l'un des partisans les plus résolus de la déclaration des droits de l'homme et du citoyen et de la Première république, y compris dans le contexte difficile d'une guerre civile et extérieure.

Ajoutons qu'il a été, dès 1790-1791, le porte-parole des patriotes marseillais en butte aux attaques des autorités aristocratiques locales, qu'il a entretenu une correspondance politique suivie avec les révolutionnaires phocéens qui l'ont remercié à plusieurs reprises en lui demandant d'être leur défenseur(2). Notre "cause est digne de vous, lui écrivent les officiers municipaux marseillais le 18 avril 1791, c'est celle du patriotisme luttant contre la calomnie". Robespierre est celui qui écrivait au maire de Marseille le 27 juillet 1790 : "ne doutez pas que je ne sois dévoué jusqu'à la mort à la cause de Marseille et à celle de la Constitution, à laquelle elle est liée". Il est celui qui dédia aux Marseillais son Adresse aux Français après la fuite du roi en juin 1791. Et vous voudriez que ce défenseur de la Révolution des droits de l'homme et du citoyen, mais aussi de la ville de Marseille, disparaisse des noms de lieux et de places de la ville qui lui a décerné les plus grands éloges ?

En Provence, au-delà de la municipalité marseillaise, ce sont celles d'Avignon ou de Toulon — dont il devient citoyen d'honneur — qui lui ont rendu hommage. Le premier député des Bouches-du-Rhône, Charles-François Bouche, le considérait comme l'un des Constituants les plus patriotes. Il a, écrivait le député provençal, "l'âme grande, élevée, courageuse et patriote" et il désolera "ses ennemis, s'il en a", car sa conduite politique est sans tache. Celui qui a reçu de son vivant le surnom "d'Incorruptible" doit-il disparaître de la vue des Marseillais ? Ce serait un comble en ces temps de crise de la démocratie et de méfiance à l'égard de la vertu publique des élus de la République.

La place Robespierre ne doit pas être débaptisée.

La Révolution française ne doit pas disparaître de la mémoire marseillaise, nationale et universelle.

Nous faisons connaître cette lettre à nos collègues historiens et nous leur demandons de s'associer à notre démarche qui concerne aussi tout ceux qui ont à coeur de défendre la mémoire de la révolution.

Marc Belissa, maître de conférences en histoire (Université Paris Ouest Nanterre).

Yannick Bosc, maître de conférences en histoire (Université de Rouen).

(1) Robespierre. La fabrication d'un mythe, Paris, Ellipses, 2013. Lire la conclusion

(2) Voir l'article de Jacques Guilhaumou, "Robespierre, défenseur de Marseille en 1791", Révolution Française.net, juin 2006.

Premiers signataires :

Serge Bianchi (Professeur émérite, Université de Rennes II), Deborah Cohen (MCF histoire, Université d'Aix-Marseille), Alexis Corbière (professeur d'histoire, auteur de Robespierre Reviens !), Marc Deleplace (MCF histoire, Paris IV Sorbonne), Jean-Numa Ducange (MCF histoire, Université de Rouen), Florence Gauthier (MCF Histoire, Université Paris VII Denis Diderot), Jacques Guilhaumou (directeur de recherche émérite, CNRS-ENS Lyon), Anne Jollet (MCF histoire, Université de Poitiers), Mathilde Larrère (MCF histoire, Université de Marne-la-Vallée), Claude Mazauric (Professeur émérite, Université de Rouen), Guillaume Mazeau (MCF histoire, Université Paris I Panthéon Sorbonne), Christine Peyrard (Professeur, Université d'Aix-Marseille), Michel Vovelle (Professeur émérite, Aix-Marseille, Paris I, ancien directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution française).